

La résistance comme nécessité vitale à Gaza

Michaël Séguin

Number 812, Spring 2021

Palestine : le colonialisme israélien mis à nu

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/95323ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Centre justice et foi

ISSN

0034-3781 (print)

1929-3097 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Séguin, M. (2021). La résistance comme nécessité vitale à Gaza. *Relations*, (812), 28–29.

LA RÉSISTANCE COMME NÉCESSITÉ VITALE À GAZA

Armée ou non-violente, pour les Gazaouis, la résistance ne relève pas tant d'un choix stratégique que d'un signal de détresse périodique lancé à Israël et à la communauté internationale.

Michaël Séguin

L'auteur, sociologue, est éditeur et rédacteur à la revue *Relations*

Gaza fait rarement les manchettes sous son meilleur jour dans les médias occidentaux. Lorsqu'on en parle, c'est la plupart du temps pour souligner l'état lamentable de ses infrastructures, sa situation économique catastrophique, la lutte fratricide entre les nationalistes d'inspiration religieuse du Hamas et leurs homologues d'inspiration séculière du Fatah, ou encore les coups d'éclat militaires de ses factions armées (kidnappings de soldats israéliens, tirs de roquettes, etc.). Ce portrait sombre n'a rien d'une fatalité. Il est plutôt le résultat de l'interaction entre le projet colonial israélien, la relative inaction de la communauté internationale et le refus des habitants de Gaza, particulièrement affirmé depuis la première Intifada (1987-1993), de capituler devant leur dépossession grandissante. Pour bien comprendre cette interaction, un détour historique s'impose.

Resituer Gaza sur la carte et dans l'histoire

La bande de Gaza compte aujourd'hui 1,9 million d'habitants. Près de trois personnes sur quatre y sont des réfugiés, c'est-à-dire des descendants des Palestiniennes et des Palestiniens qui ont fui la guerre de 1948 et qui ont dû recommencer à zéro dans des camps temporaires devenus permanents – Israël refusant de reconnaître leur droit au retour. De ce nombre, 600 000 vivent toujours dans l'un des huit camps de réfugiés que compte Gaza. Qui plus est, il s'agit d'une population en forte croissance démographique (en moyenne 4,5 enfants par femme entre 2011 et 2013) dans un contexte où les ressources font cruellement défaut.

Si cette démographie pose des défis socioéconomiques de taille, là n'est pas le principal problème, qui est plutôt à chercher du côté politique. Après avoir été aux mains des Britanniques de 1918 à 1948 (comme le reste de la Palestine), la bande de Gaza passe à celles de l'Égypte de 1948 à 1967. À compter de 1967, après la guerre des Six Jours, Israël en assure le contrôle complet en tant que puissance occupante, se servant de Gaza comme d'un réservoir de main-d'œuvre bon marché. Dès 1970, Israël entame la construction du regroupement de colonies de peuplement Goush Katif, au milieu de la



Cake\$, *Une petite fille palestinienne et un soldat israélien jouent avec un cerf-volant*, 2018.

population palestinienne. Ce n'est qu'en 1994, dans le cadre des accords d'Oslo, que l'administration civile de Gaza passe entre les mains de l'Autorité palestinienne, alors contrôlée par le Fatah (à l'exception des colonies), ce qui n'empêche pas Israël d'emmurer Gaza pour mieux contrôler le mouvement de ses habitants. Certes, en 2005, après la Seconde Intifada (2000-2005), Israël retire unilatéralement ses 8000 colons, mais sans renoncer à assurer le contrôle aérien, maritime et terrestre de la quasi-totalité des frontières de la bande de Gaza.

En réalité, ce « désengagement » orchestré par le gouvernement d'Ariel Sharon est loin d'être une libération de Gaza, mais plutôt l'aboutissement d'un réalignement stratégique, puisqu'Israël a réalisé, au cours des années 1990, qu'il peut non seulement utiliser des travailleurs étrangers temporaires comme main-d'œuvre de substitution aux Palestiniens, mais aussi qu'il est beaucoup plus facile de contrôler Gaza de l'extérieur que de l'intérieur. Une fois les colons retirés de la zone, une véritable « thanatopolitique » se met en branle, selon l'expression de la sociologue palestinienne Honaida Ghanim, c'est-à-dire une politique quasi génocidaire qui vise à rappe-

ler constamment aux colonisés, en rendant omniprésent le spectre de la mort, le « privilège » de vivre que leur accorde le colonisateur et la futilité de toute résistance.

C'est la victoire du Hamas aux élections législatives palestiniennes de janvier 2006 – une victoire qu'Israël et de nombreux pays occidentaux refusent de reconnaître –, qui servira de prétexte à cette politique. Devant le refus de Mahmoud Abbas, président de l'Autorité palestinienne et opposé à la lutte armée, d'accepter le verdict électoral, le Hamas s'empare du pouvoir par les armes à Gaza et y constitue son propre gouvernement en 2007¹. Israël et l'Égypte ripostent en imposant un blocus qui est toujours en vigueur, même si son intensité a diminué depuis. Gaza devient ainsi la plus grande prison à ciel ouvert du monde, une prison qui n'est pas sans rappeler les bantoustans implantés en Afrique du Sud à l'époque de l'apartheid.

La résistance armée, un phénomène évolutif

Si la résistance armée déplaît aujourd'hui à la plupart des gouvernements occidentaux, un tel parti pris fait pourtant fi du droit à l'autodétermination garanti par le droit international et de son corollaire: le droit à la lutte contre l'occupation militaire du territoire par un autre peuple. En Palestine, si la résistance armée a surtout été le fait de groupes séculiers dans les années 1960-1970 (dont le Fatah, le Front populaire de libération de la Palestine et le Front démocratique pour la libération de la Palestine), les groupes religieux (dont le Hamas et le Jihad islamique) s'en saisissent graduellement à la fin des années 1980. Ainsi, au moment même où l'Organisation de libération de la Palestine menée par Yasser Arafat s'engage, en 1988, sur la voie de la solution à deux États², les Frères musulmans de Palestine passent du quietisme à la résistance armée avec la formation du Hamas, en 1987. Inutile de rappeler que cette résistance sera particulièrement brutale avec l'essor des attentats-suicides (aussi appelés « opérations-martyrs ») en marge de la Première Intifada, puis au cœur de la Seconde.

Plusieurs auteurs et chroniqueurs ont débattu des dommages à la cause palestinienne que cette stratégie aurait entraînés, arguant qu'elle a accentué la méfiance des Israéliens envers les Palestiniens. On pourrait toutefois répondre que le processus d'Oslo, dans lequel Israël exigeait une abdication palestinienne complète tout en remettant sans cesse à plus tard le traitement des véritables enjeux (le droit au retour, le démantèlement des colonies, l'établissement d'une capitale à Jérusalem, etc.), a démontré le manque de volonté, du côté israélien, de réaliser une véritable décolonisation³. L'entêtement israélien à ne pas négocier avec le Hamas, sous prétexte que cela est impossible puisque ce groupe « terroriste » viserait l'anéantissement d'Israël, n'a certainement pas aidé. Cela dit, le Hamas n'a rien d'une branche locale d'Al-Qaïda ou de Daech, comme s'efforce de le faire croire le gouvernement israélien, puisqu'il n'a aucune visée internationale. Sa lutte armée repose d'abord et avant tout sur une traduction, dans le langage islamique, de la quête de libération nationale palestinienne⁴. Si cette approche crée un malaise en Occident, elle n'en demeure pas moins culturellement significative pour bon nombre de Palestiniennes et de Palestiniens.

Il faut savoir que le Hamas est un mouvement complexe qui a démontré sa capacité à s'adapter au fil du temps. À titre d'exemple, sa branche armée a renoncé dès 2005 aux attentats-suicides comme principale tactique militaire, lui préférant d'autres tactiques de guérilla urbaine moins létales (comme le tir de roquettes dans le sud d'Israël) ou plus conformes au droit de la guerre (comme l'enlèvement de soldats israéliens). Plus encore, la résistance menée par le Hamas à Gaza n'est pas que militaire; elle est aussi économique. Par exemple, c'est pour contourner le blocus que le ministère de l'Agriculture gazaoui a mis en place une politique agricole visant la souveraineté alimentaire de la bande de Gaza, réorientant ainsi les cultures vers les besoins locaux plutôt que les marchés européens. Si cette stratégie a été mise à mal par la guerre de 2014, elle n'en constituait pas moins une tentative originale de résistance.

Les paradoxes de la résistance pacifique

En fait, l'ultime paradoxe de la résistance armée à Gaza est probablement qu'elle ne constitue ni le premier choix, ni la forme favorite de la majorité de la population. À preuve, pour protester contre plus d'une décennie de blocus israélien et 70 ans de dépossession, les habitants de Gaza ont massivement pris part, dès mars 2018, à une manifestation pacifique baptisée la « Grande marche du retour ». Pendant près de deux ans, des milliers de personnes, jeunes et vieux, hommes et femmes, se sont rendus tous les vendredis face au mur qui les emprisonne afin de revendiquer la mise en application du droit au retour des réfugiés palestiniens.

La résistance menée par le Hamas à Gaza n'est pas que militaire; elle est aussi économique.

Or, malgré le caractère pacifique de ces manifestations, Israël les a réprimées violemment sans que la communauté internationale n'intervienne: on dénombrait 214 morts et 36 143 blessés en décembre 2019 selon l'ONU. Ce n'est qu'à partir du moment où des cerfs-volants enflammés ont commencé à causer des dommages considérables dans les champs israéliens, en novembre 2018, que cette même communauté internationale s'est proposée en médiatrice et que des pourparlers entre Israël et le Hamas ont débuté pour alléger le blocus. D'où la conclusion que tirait le chroniqueur Muhammad Shehada (*The Nation*, 6 décembre 2018): « il est une différence que les habitants de Gaza ont observée entre les chemins antagoniques de la guerre et de la paix: c'est qu'au moins le monde les écoute quand ils perturbent l'ordre établi pour signaler leur mort lente ». ©

1. Voir Fadi Hammoud, « Tensions entre le Fatah et le Hamas », *Relations*, n° 732, mai 2009.

2. Voir M. Séguin, « Israël-Palestine: Au-delà de la solution à deux États. Entrevue avec Jeff Halper », *Relations*, n° 779, juillet-août 2015.

3. Sur les accords d'Oslo, voir Tanya Reinhart, *Détruire la Palestine. Ou comment terminer la guerre de 1948*, Paris, La Fabrique, 2002.

4. Voir Khaled Hroub, *Hamas: A beginner's guide*, Londres, Pluto Press, 2010.